

MPRA

Munich Personal RePEc Archive

Some heuristic advantages from redefining of profit

Kroës, Romain

20 January 2007

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/11725/>
MPRA Paper No. 11725, posted 23 Nov 2008 21:34 UTC

Quelques bénéfiques heuristiques d'une redéfinition du profit :

Redondance du PIB

Fallace de la course aux gains de productivité

Réduction de l'accumulation à la masse monétaire circulante

Baisse tendancielle du taux de profit

Explication de la crise

par Romain Kroës

Kroes.romain@orange.fr

L'article qui suit propose un nouveau circuit économique de la valeur, produit d'un rapprochement entre la « période de production » de Marx et l'ordre de détermination entre épargne et investissement de Keynes. Cette synthèse conduit à une nouvelle définition du profit qui exclut la persistance d'une concurrence entre épargne et consommation à l'échelle globale, et à une révision de la structure du Produit de la comptabilité nationale. Finalement, les principaux bénéfiques heuristiques de ces développements théoriques consistent en l'acquisition d'un temps économique spécifique, en tant que variable explicative, et la démystification de la course à la productivité comme n'étant qu'un travail de Sisyphe, ce qui sera statistiquement confirmé.

1. Introduction

La représentation courante du circuit économique de la valeur suppose, explicitement ou implicitement, que l'épargne augmente le capital globalement accumulé, que le revenu excède globalement l'investissement, la différence constituant la profit, et que la compétition entre épargne et consommation, observable à l'échelle individuelle, se conserve au niveau global. En conséquence de cette axiomatique, les analyses macroéconomiques sont conduites à faire intervenir des hypothèses comportementalistes qui débouchent sur telle ou telle variante d'« incertitude fondamentale ». Cependant, il est possible de reformuler la question du circuit en revisitant la « période de production » de Marx.

Associé à l'ordre de détermination de Keynes entre investissement et épargne, le théorème de la « période de production » autorise une nouvelle théorie du circuit investissement-profit et une mesure objective du temps économique. Selon ce modèle de circuit, le profit qui globalement s'accumule au capital investi n'excède pas l'investissement : c'est l'investissement lui-même à la fin de son cycle, quand la dette initiale est soldée. Alors, le capital grossit de la valeur de l'investissement. Quant aux profits des individus, ce sont en réalité des avances de revenu qui appartiennent donc à l'investissement global. Cette nouvelle définition du profit nous aidera à clarifier la question de la tendance du taux de profit et de sa mesure.

Faisant écho aux travaux de Kalecki, la « gestation de l'investissement » s'avèrera être bien une quasi constante, statistiquement confirmée par une série US de 1960 à 2006. Ce résultat conduira à une démystification de la course aux gains de productivité.

Enfin, la remise en question de la représentation courante du circuit économique de la valeur s'avèrera utilisable pour l'éclaircissement de bien des problèmes macroéconomiques en ne faisant appel qu'à des facteurs systémiques, sans aucun recours à quelque considération comportementaliste que ce soit. En d'autres termes, une science économique autonome pourrait bien être possible. Bien entendu, autonomie ne veut pas dire hégémonie. Pour la détermination des politiques économiques, une science économique n'offre qu'un outil parmi d'autres, mais qui se trouve actuellement faire défaut. « *Tout de même nous ne devons pas abandonner l'espoir que l'économie politique peut nous acheminer vers la science, ou la foi que l'éclaircissement n'est pas inutile* » (Robinson, 1967, p.236).

Comme les théories et études existantes sur le profit et l'accumulation reposent sur les axiomes d'un excès du revenu par rapport à l'investissement et de complémentarité entre épargne et consommation dans le Revenu global, il était impossible de se référer à la littérature afférente au circuit. Il fallait revenir aux controverses de base ; ainsi Marx, Luxemburg, Marshall, Keynes, Kalecki et Robinson ont constitué les principales références de la présente étude.

L'auteur a conscience que ce qui suit est de nature à offenser certaines convictions construites et partagées depuis longtemps. Mais toute idée nouvelle est forcément dérangeante, jusqu'à ce qu'à son tour elle devienne objet de controverse.

2. De l'investissement au profit : la période de production

En faisant remarquer que la totalité des épargnants ne peut pas épargner plus que la totalité de la monnaie bancaire en circulation, J.-M. Keynes (1974, p.84) a démontré que c'est

l'investissement qui détermine l'épargne, à partir d'une création monétaire, et non pas le contraire, renversant ainsi le classique capitalocentrisme (Kroës, 2007). Néanmoins, la démonstration de Keynes ne comporte aucun intervalle de temps qui aurait déterminé non seulement un ordre hiérarchique, entre investissement et épargne, mais aussi l'antériorité du premier par rapport au second. En conséquence de quoi la *Théorie Générale* admet une transformation instantanée de l'investissement en épargne (Keynes, 1974, p.81). Mais dans une transformation instantanée, il n'est pas possible de distinguer un ordre de détermination. La « période de production » de Marx (Marx, 1963, pp.241-250, 260-273) résout cette contradiction.

Marx distinguait une période de production proprement dite (*Produktionszeit*) et une période de commercialisation (*Umlaufszeit*) qu'il additionnait l'une à l'autre dans le temps (1963, p.124). Mais en réalité, ainsi que le démontre la possibilité du juste-à-temps, la commercialisation est déjà en œuvre dès le début de tout processus de production, et même avant. C'est-à-dire que les deux périodes sont supplémentaires et non pas complémentaires, la variable d'ajustement étant la variation des stocks.

Quand la durée de la commercialisation excède celle de la production, les stocks se gonflent (ou la production est ralentie dans le cas du flux tendu) ; quand c'est le contraire, les stocks diminuent. Comme aucun stock ne peut indéfiniment se gonfler ou diminuer, ces variations ne montrent aucune tendance significative sur le long terme. Par conséquent, nous pouvons considérer la période de production proprement dite comme étant la période fondamentale de la rotation du capital.

Comme l'investissement vient au début de la production, son retour se faisant quand le produit est fini et vendu, la période de production de Marx introduit une notion objective de

cycle économique. S'il s'agit d'une répétition du cycle de production, l'épargne semble être à l'origine de l'investissement ; mais c'est le réinvestissement d'une valeur qui a déjà accompli au moins un cycle de production (Keynes, 1937, p.247). S'il s'agit d'un investissement de croissance, c'est un crédit gagé sur le résultat final attendu. C'est vrai depuis la fin du 18^{ème} siècle, ainsi qu'en témoigne la controverse entre Ricardo et la Banque d'Angleterre¹.

Du point de vue d'une économie locale, un investissement additionnel en provenance de l'étranger semble créé par de l'épargne (fonds de pension US par exemple). Mais cette épargne a été quelque part tirée de revenus, et donc d'une valeur déjà en circulation.

Quand le retour d'investissement annule la dette initiale, le montant de l'investissement augmente le capital, conformément au dicton « qui paie ses dettes s'enrichit ». Les économistes auraient bien fait de réfléchir à cet adage populaire, s'épargnant de la sorte le problème de l'origine du profit du capital, qui ne doit pas être confondu avec le profit des actionnaires ou entrepreneurs, tribut déjà inclus dans l'investissement comme démontré ci-dessous.

Effectivement, durant le temps que le produit escompté de l'investissement n'a pas encore été réalisé et vendu, les producteurs et leurs familles ne sont pas les seuls qui ont besoin d'une avance de revenu pour vivre. C'est également vrai de leurs ayant-droit : employeurs, actionnaires, etc. Pour cette raison, l'investissement se réduit globalement à une avance de pouvoir d'achat, quels que soient les modes et périodicités usuels de rémunération des ménages. Localement, l'investissement n'est pas uniquement constitué de salaires et dividendes, mais également de dépenses d'équipements. Mais ces dépenses constituent un

¹ Alors que le premier demeurait convaincu de la nécessité d'une monnaie garantie par du métal thésaurisé (Ricardo, 1810), la seconde répliquait que ses émissions de monnaie étaient garanties par des effets de crédit fiables, et que le prix du métal n'était pas une conséquence de ces escomptes, mais de la balance commerciale négative (Hamon, 1810, pp.218-221).

retour pour le fournisseur, lui permettant d'apurer sa propre dette préalablement contractée pour avance de revenus. Certes, chaque entreprise a des fournisseurs, mais l'ensemble de toutes les entreprises n'en a pas. Si bien que l'investissement se réduit globalement à une avance de revenus des ménages, desquels aucun investissement additionnel ne peut être tiré.

Les capitalistes n'ont pas le pouvoir d'accroître globalement le capital : un individu s'enrichit, en ajoutant un titre à son portefeuille, mais ce faisant il n'enrichit nullement l'ensemble de la communauté (Keynes, 1974, pp. 83-84). Autrement dit, Marx a été mystifié par ses prédécesseurs Smith et Ricardo qui ne raisonnaient pas dans le cadre d'une économie monétaire. Le véritable profit qui augmente globalement la valeur capital ne peut provenir d'aucune sorte de dividendes, intérêts ou autres paiements. Ces considérations conduisent à resserrer la définition du capital et à revoir le processus de création de la valeur.

3. « D'où vient l'argent de la plus-value ? »

Si l'investissement de croissance constitue une distribution additionnelle de pouvoir d'achat, celui-ci s'exerce sur des stocks de marchandises qui proviennent d'une production passée, et pas encore de la production additionnelle anticipée. Ce qui implique une dualité entre l'accumulation de la valeur et les stocks réels de marchandises et de moyens de production. D'un côté le capital est l'accumulation des investissements monétaires qui ont accompli au moins leur premier cycle. Il se compose de créances garanties sur l'économie. D'un autre

côté, le capital est l'accumulation de stocks et patrimoine réels. Mais le premier n'est pas un isomorphisme du second. Il constitue en fait une représentation inverse de la réalité².

Si l'on considère le processus d'accumulation du point de vue matériel, le capital apparaît comme se trouvant au commencement de la période de production, et le revenu net, ou profit, constitue une addition à l'investissement. Mais si le même processus est considéré du point de vue du modèle monétaire, il n'y a pas de revenu additionnel, puisque globalement actif=passif. En d'autres termes, il ne peut pas revenir plus de money qu'il n'en a été mise en circulation : le retour est l'investissement lui-même, à la fin de son cycle. Cependant, l'accumulation en valeur monétaire demande à être plus intimement examinée.

Selon Marx, pour qui la réalisation monétaire de la production constitue la condition irrévocable de l'accumulation de la valeur, cette accumulation s'accompagne d'une incessante circulation monétaire. Mais pour les capitalistes, le capital excède largement sa dimension économique. Il inclut la valorisation croissante de toutes sortes de titres qui ne correspondent pas à un investissement économique effectif, mais seulement à des anticipations spéculatives comme les achats et ventes à découvert. C'est la raison pour laquelle cette accumulation virtuelle disparaît, à l'occasion de *l'apurement des comptes avec le ciel* (Marx, 1964, p.509). Ce qui autorise à considérer seulement la part d'accumulation qui correspond à l'investissement économique effectif dans ce qui va suivre.

Marx était partagé entre le capital monétaire (*Geldkapital*) et le (*wirkliches*) capital matériel (1964, pp. 493-535). D'un côté, au contraire de ses prédécesseurs, il s'appliquait à construire un modèle monétaire de l'économie, préfigurant ainsi l'économétrie ; d'un autre côté, il demeurait prisonnier du concept de substantialité. Pourtant, il n'était pas loin de trouver la

² La première « négation réfléchie » de Hegel.

solution, quand cherchant l'argent de la plus-value il mentionnait les producteurs d'or, c'est-à-dire le mécanisme de création monétaire, parce qu'au siècle de Marx on croyait encore à la monnaie or³.

Si Marx avait considéré le véritable processus de la création monétaire, c'est-à-dire le crédit anticipant les résultats escomptés et non pas garanti par de la valeur substantielle préalablement épargnée, il aurait devancé le théorème de Keynes sur l'investissement et l'épargne. Malheureusement, il ne le fit pas. Après avoir cherché l'argent de la plus-value, il a tenté d'échapper à la question en l'englobant dans une question plus large : *d'où vient l'argent de toute la marchandise ?* Mais le problème demeurait celui de la conversion en monnaie de la partie plus-value de la valeur marchandise. Marx ne put pas répondre à la question, ce que Rosa Luxemburg (1975, pp. 123-136) devait ultérieurement révéler.

Le circuit décrit plus haut résout le problème de Marx. Globalement, le profit monétaire n'est autre que l'investissement de croissance, quand le produit de la force de travail qu'il mobilise est achevé et vendu. Apurant la dette initiale, et devenant alors capital, il multiplie dividendes et intérêts, mais ces derniers sont incapables d'augmenter le capital globalement investi.

4. Investissement et spéculation

D'un point de vue économique, le capital est donc réductible au *Geldkapital* de Marx. Mais pour les épargnants, l'épargne ne se réduit pas à une part de l'investissement économique. Elle consiste en un échafaudage de créances analogue aux poupées russes et d'anticipations spéculatives sur les marchés à terme et hypothécaires. Tous les effets de commerce et de

³ Robert Triffin (1964) a démontré, à partir des archives de la Banque d'Angleterre, que ce siècle était en fait celui du développement de la monnaie de crédit, plutôt que celui de la monnaie or.

crédit font l'objet de mouvements bancaires entre les comptes courants, mais pas l'accumulation virtuelle ni la spéculation. De sorte que le montant global de la richesse des épargnants excède le capital effectivement investi dans l'économie réelle. Il est rémunéré par l'économie réelle, bien que la taille proportionnelle de son empilement par rapport à sa base circulante ne soit d'aucune utilité pour l'économie. Cet écart se révèle, quand les débiteurs s'avèrent insolubles ou quand pour une raison ou une autre tous les épargnants décident de vendre leurs titres au même moment. Se produit alors un krach, à moins que la banque centrale ne crée une grande quantité de monnaie *ex nihilo* pour assurer la continuité du crédit, soit directement dans le circuit bancaire ou en reprenant temporairement en pension ses émissions de titres négociables d'Etat (ex bons du Trésor). Ainsi, il y a bien deux sources de demande de monnaie, comme affirmé dans la littérature keynésienne et post keynésienne. Mais au lieu des différentes catégories répertoriées à ce jour, nous proposons ici le dyptique d'une demande orientée vers l'investissement et d'une autre motivée par la spéculation. En fait, la demande de monnaie suite à une escalade spéculative est destinée à apurer de crédits arrivant à échéance, de sorte que la création correspondante est immédiatement détruite dans le système bancaire. Mais elle accroît la dette envers la banque centrale. Il existe bien entendu une troisième catégorie de crédit, le prêt proprement dit qui permet le recyclage permanent de l'investissement et le crédit mutuel entre consommateurs, mais qui est géré par le système bancaire sans accroître la dette à l'égard de la banque centrale. L'augmentation de la dette en monnaie banque centrale concerne l'investissement additionnel – mobilisant une force de travail additionnelle et devenant le profit du capital monétaire actif quand le produit escompté est achevé et vendu – et la consolidation des anticipations spéculatives.

La relation entre la politique de la banque centrale et la demande spéculative de monnaie a été mise au jour il y a longtemps par l'étude de Clément Juglar sur les crises périodiques de son siècle à partir des archives des banques centrales française, britannique et US. Juglar a observé que l'échafaudage des crédits se heurtait à la politique de la banque centrale cherchant à récupérer sa base métallique (Juglar, 1889). De nos jours, cette politique n'est plus de mise, et les banques centrales sont libres de créer de la monnaie. Mais l'écart entre le capital effectivement investi et l'échafaudage virtuel demeure.

Sans doute, la spéculation pourrait être considérée comme une variable comportementale. Mais en fait c'est une variable systémique, comme le montre le fait que les transactions sont confiées à des agents et des ordinateurs, reliés entre eux en un réseau mondial et agissant sur les mêmes principes que par le passé, achetant à la hausse et vendant à la baisse, marginalisant ainsi les initiatives originales non-pathologiques des épargnants.

Nous voyons ainsi que la période de production de Marx et la théorie keynésienne de l'investissement et du financement sont à même d'éclairer une importante erreur macroéconomique : l'actuelle confusion entre investissement et spéculation. L'« incertitude fondamentale » est principalement relative à la spéculation, alors que mis à part les événements extérieurs, les résultats dépendent principalement et ergotiquement des choix initiaux et de la gestation des produits du travail. Il nous faut maintenant examiner les facteurs desquels dépend cette gestation.

5. Valeur et temps de travail : le sort de la productivité

Le temps spécifiquement économique, bien que mesurable empiriquement sans équivoque, n'existe pas dans l'actuelle pensée économique qui l'entend encore comme essentiellement

subjectif (Shackle, 1983, pp. 29-34). La succession d'instants présents, encore explicitement ou implicitement en vigueur dans la mathématique des théories néoclassiques, ne reflète pas l'irréversibilité et l'historicité des processus économiques. De ce fait, elle constitue une commune divergence entre modèles et réalité. Dans le meilleur des cas, les théoriciens s'appliquent à diviser le temps économique selon les courtes et longues périodes d'Alfred Marshall (1980, V-3-4, V-5). Mais Marshall n'accordait aucune existence objective à ces catégories, dont la périodicité se réduit à l'année comptable arbitraire. La véritable base objective d'un temps économique est la gestation des produits du travail.

Comme les processus matériels sont irrévocablement temporisés et irréversibles – en fait, c'est ce qui inspire notre notion et concept kantien de temps – la période de production, comme expression de la nécessaire gestation du produit de tout travail, ne peut pas être instantanée. L'introduire dans les analyses économiques implique donc une limite à la productivité, alors que réduire le temps économique à une succession d'instants présents n'exclut pas une fabuleuse production instantanée de richesse. Quelle est donc la limite ?

Partant de la définition donnée par Joan Robinson (1946, 237) de la productivité marginale en volume, appelons-la ρ , si P est le produit et v le nombre de producteurs mobilisés :

$$\rho = \frac{\partial P}{\partial v}$$

Le produit annuel P dépend de la production moyenne h par producteur sur un cycle de production de période θ , du nombre v de producteurs et de la répétition (fréquence) φ de la période de production dans l'unité de temps :

$$P = \varphi v h$$

La productivité marginale est alors :

$$\rho = \varphi h$$

Et finalement, la période étant l'inverse de la fréquence :

$$\theta = \frac{1}{\varphi} \Rightarrow \rho = \frac{h}{\theta} ; \text{avec } h \approx \text{constante}$$

La variable h peut être considérée comme une quasi constante, du fait qu'elle représente la production spécifiquement humaine moyenne, alors que les artefacts, quant à eux, visent à raccourcir la période de production. Le taux de variation de la productivité est par conséquent l'inverse de celui de θ :

$$\frac{d\rho}{\rho} = -\frac{d\theta}{\theta}$$

C'est-à-dire que la productivité s'accroît quand la période de production se contracte, et qu'elle décroît quand la période de production s'allonge.

Comment peut-on alors calculer la période de production ? Dans toutes les comptabilités analytiques, on l'appelle « cycle d'exploitation », rapport des immobilisations

(investissement) au produit annuel. Un même calcul peut être réalisé à l'échelle d'une comptabilité nationale, à partir de la contrepartie de l'investissement, c'est-à-dire la masse monétaire en action m , et de son flux annuel M . La période moyenne de production est donc :

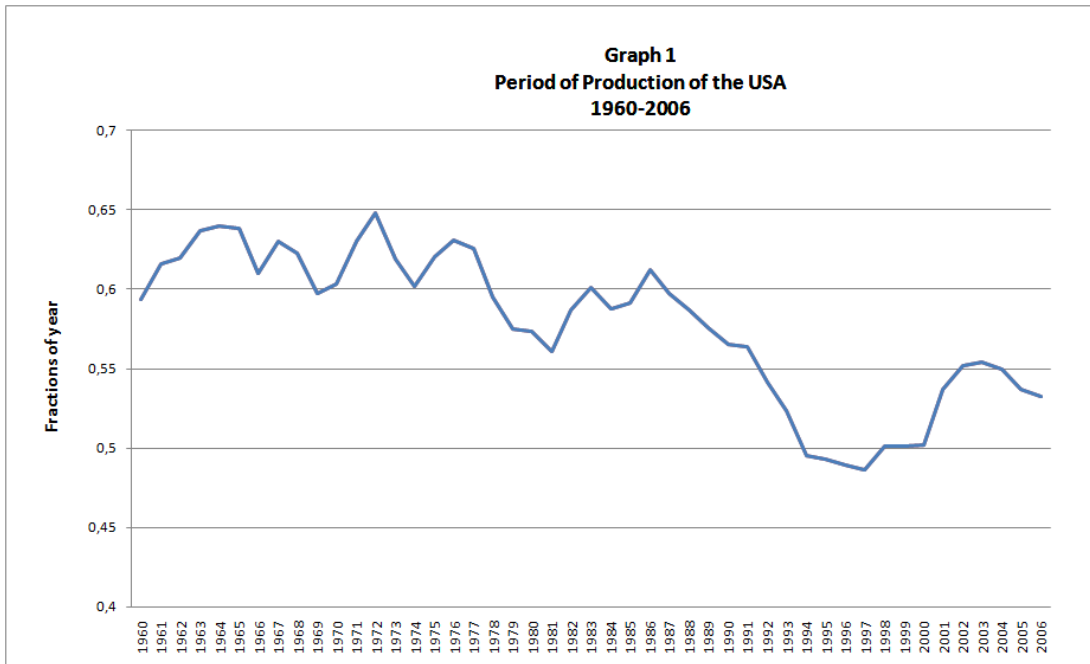
$$\theta = \frac{m}{M}$$

A quel agrégat correspond m ? Comme l'investissement se réduit globalement à une avance de rémunérations, il correspond à un mouvement entre comptes courants, plus ou moins transformé en billets de banque, pièces de monnaie ou comptes d'épargne, c'est-à-dire,

globalement, l'agrégat monétaire publié m2. Quant au flux annuel de m2, il devrait être le pouvoir d'achat effectivement exercé, c'est-à-dire la « demande intérieure brute courante » (CDIB). Mais la CDIB est obtenue par soustraction de la balance commerciale au « produit intérieur brut courant » (CPIB), et la publication des balances commerciales est à la fois récente et peu fiable. En conséquence, nous devons nous contenter du CPIB.

A ce propos, il n'est pas exact qu'omettre la balance commerciale enferme l'analyse dans un système clos, ainsi que Kalecki (1990, 224) l'attribuait à Keynes. L'essentiel des importations est incorporé dans le « Produit Intérieur ». Omettre la balance commerciale suppose simplement que les exportations équilibrent les importations, mais n'exclut pas du tout le commerce extérieur, donc le champ global de l'investissement. Bien entendu, dans le cas des USA, il en résulte un biais, du fait que la balance commerciale US est systématiquement négative, mais c'est négligeable pour notre propos.

Le graphique 1 montre la période moyenne calculée à l'aide des agrégats m2 et CPIB pour les Etats-Unis (IFS, 2007), de 1960 à 2006. Il révèle que la productivité ne présente aucune tendance significative. Ce n'est pas une surprise, si l'on se remémore le théorème d'Alfred Marshall selon lequel « *cependant que la part que prend la nature dans la production montre une tendance au rendement décroissant, la part que prend l'homme montre une tendance au rendement croissant* » (Marshall, 1890, IV-XIII-2). Mais plus loin, Marshall ne s'intéresse plus qu'au rendement croissant, fonction de la rationalisation de l'organisation du travail et du capital, sans aucune mention de la résultante entre ces deux tendances contradictoires.



Le graphique 1 montre implicitement cette résultante. En moyenne, elle est nulle. Si elle était positive, pour le plus grand profit des êtres humains, comme explicitement ou implicitement admis par toutes les hypothèses théoriques afférentes, nous serions tous riches et quelque peu oisifs depuis longtemps. Au contraire, nous assistons à une exigence croissante de productivité spécifiquement humaine, au point que les conditions de travail deviennent de plus en plus dures. C'est le « travail flexible » qui permet un meilleur taux d'utilisation des capacités techniques de production. Bien entendu, un taux croissant d'utilisation quotidienne des moyens techniques de production est à même de contracter la période de production, en termes de temps calendaire. Mais lorsque ce taux atteint la part maximum possible des jours et des nuits, il ne reste plus de « gisement de productivité » ; c'est ce qu'on appelle la « surchauffe ». Globalement, comme démontré plus haut, la productivité ne dépend que de la variable h , c'est-à-dire des facteurs humains et naturels.⁴

⁴ Le ratio quasi constant montré par le graphique 1 est généralement appelé « vitesse de la monnaie », sans aucune autre explication que la « technique des banques ». La technique bancaire US n'aurait-elle donc pas évolué de puis 1960 ? Il est remarquable que le résultat moyen du graphique 1, une période

Bien qu'il identifie d'abord la valeur au temps de travail, Marx a été conduit à se contredire. par l'introduction de la productivité qu'il supposait globalement croissante en fonction de la « composition organique du capital ». Alors, la valeur ne s'identifiait plus strictement au temps de travail effectif, mais au temps de travail « socialement nécessaire » du moment (Marx, 1962, p. 204; 1964, pp. 196-197). Mais comme la résultante globale des productivités ne dépend que des facteurs humains et naturels, elle ne présente aucune tendance significative sur le long terme. Ainsi le scrupule de Marx, conçu à une époque où la finitude des ressources naturelles n'était pas évidente, était superflue : conceptuellement et en moyenne, la valeur peut être directement associée au temps de travail sans aucune restriction, soit identiquement, soit proportionnellement (la place manque ici pour discuter ce point).

Une productivité quasi constante sur le long terme signifie que tout gain de productivité, en aval de la chaîne économique, est compensé et neutralisé par un « rendement décroissant » en amont qui demande une expansion dans l'espace. Tout gain de productivité dans les productions finales multiplie le besoin en ressources de base dont l'extraction ne peut pas être intensifiée sans appauvrir leurs gisements ; de sorte que la production intensive en aval doit être alimentée par une production expansive en amont.

Les moyens artificiels ne peuvent pas se substituer aux pertes environnementales ; et telle est la raison pour laquelle l'économie humaine est confrontée à un appauvrissement non compensé de ses ressources et de l'écosystème. Autrement dit, la solution du problème du temps économique, grâce à la période de production de Marx, n'est pas seulement une question académique. Elle nous conduit à découvrir que la course aux gains de productivité

d'approximativement sept mois (0,6 an) était déjà mentionnée par Kalecki à propos de sa « période de gestation de l'investissement », sur la foi d'une statistique allemande (Kalecki, 1990, p.131).

est un travail de Sisyphe. De plus, comme la « composition organique du capital » est inégalement répartie (Marx, 1964, p.164-165), la quête du profit par la productivité constitue la cause majeure non seulement des dégradations environnementales, mais également des inégalités entre territoires. Le principe lui-même du progrès technologique n'est pas à remettre en question, mais au moins l'un de ses motifs et critères doit être révisé, à savoir l'objectif de la réduction du nombre des emplois. Cherchant à diminuer la main d'œuvre employée, la productivité ne fait que déplacer le travail le long de la chaîne économique, de l'aval vers l'amont, et ne le supprime absolument pas.

Nous devons maintenant examiner les conséquences du modèle de circuit développé ici, sur l'équation du Produit ou Revenu global.

6. Un multiplicateur invariablement égal à 1

Après avoir établi une stricte détermination de l'épargne par l'investissement, Keynes s'est contredit dans son équation du revenu Y , qui admet la persistance d'un libre choix entre l'épargne S (ou identiquement l'investissement I) et la consommation C à l'échelle globale : $Y=C+I=C+S$. Mais dans le cadre du modèle de circuit développé plus haut, le revenu global n'est autre que l'investissement global : $Y=I$.

A l'échelle des individus, l'investissement se partage entre consommation et épargne. Mais à moins qu'il s'agisse de thésaurisation sous forme de billets ou de pièces, l'épargne ne reste pas dans la bourse d'Harpagon. Ce qui est épargne pour les uns est consommation pour d'autres qui l'empruntent, si bien qu'à l'échelle globale, selon la demande de monnaie, $Y=I=C$.

Ce qui masque ces identités est, d'une part, la superposition et l'inégalité des cycles réels et, d'autre part, l'empilement du capital financier réductible à sa base circulante. Il est aisé de démontrer que l'exploitation par les comptabilités nationales de l'équation de Keynes est partiellement non pertinente.

D'abord, considérons un unique secteur de production. Conformément à l'équation de Keynes, nous avons $Y_1 = C_1 + I_1$. Mais comme il n'y a pas d'échange entre cet unique secteur et un environnement inexistant, I_1 est une production du secteur pour lui-même, de sorte que $Y_1 = C_1$. Maintenant, considérons les deux secteurs de Marx, le numéro 1 fournissant les moyens de production, et le second les produits finals. Conformément à l'équation de Keynes et aux comptes nationaux, $Y = Y_1 + Y_2 = C_1 + I_2 + C_2$.

Comme I_2 est identiquement le revenu du secteur 1, $I_2 = Y_1 = C_1$. De sorte que $Y = 2C_1 + C_2$. Nous pouvons déjà observer qu'en vertu de l'exploitation de l'équation de Keynes par les comptabilités nationales, le revenu global dépend de la consommation, mais aussi du nombre de secteurs. Considérons maintenant n secteurs le long de la chaîne économique :

$$Y = nC_1 + (n - 1)C_2 + \dots + 2C_{n-1} + C_n$$

\bar{C} étant la moyenne arithmétique des consommations sectorielles, la relation ci-dessus devient :

$$Y = \bar{C} [n + (n - 1) + \dots + 2 + 1]$$

Donc :

$$Y = \frac{n(n + 1)}{2} \bar{C}$$

C étant la consommation globale :

$$C = n\bar{C}$$

L'expression du revenu global devient alors :

$$Y = \frac{n + 1}{2} C$$

Par conséquent, selon la logique des comptabilités nationales, le nombre n de secteurs séquentiels de la chaîne économique devrait être pris en compte, comme un paramètre essentiel, bien qu'il ne soit pas mesurable. Mais la logique des comptables nationaux est hybride. D'un côté, ils adoptent la complémentarité globale de Keynes entre consommation et investissement, et d'un autre côté ils négligent le paramètre n , qui lui est pourtant indissociablement associé, mais dont l'évaluation serait arbitraire.

Maintenant, si l'on réduit le revenu global au produit du secteur qui fournit les produits finals, on obtient une expression totalement indifférente au nombre de secteurs. Dans le cas de deux secteurs :

$$Y = Y_2 = C_2 + I_2 = C_2 + C_1 = C$$

Dans le cas de n secteurs, on obtient le même résultat :

$$Y = Y_n = C_n + I_n = C_n + C_{n-1} + \dots + C_2 + C_1 = C$$

Et comme $C = I$, le multiplicateur de Keynes est égal à 1 :

$$\frac{\Delta Y}{\Delta I} = 1$$

La relation ci-dessus exprime simplement le théorème d'un retour inchangé de l'investissement : le seul multiplicateur est la combinaison de stocks de marchandises, et d'une création monétaire *ex nihilo* mobilisant une force de travail additionnelle. Nul ne devrait s'étonner d'un tel résultat, puisque personne ne remet en question la base de la comptabilité économique : **actif=passif**. C'est cette globale égalité qui permet la compensation entre besoins et capacités de financement.

7. Redondance du Produit de la comptabilité nationale

Après avoir exploité l'équation keynésienne telle quelle (plus le « coût d'usage ») sous le nom de « Production », la comptabilité nationale a découvert qu'elle contenait des duplications. Ils l'ont corrigée en lui soustrayant les « consommations intermédiaires » qui représentent des dépenses d'entreprises vers d'autres entreprises, sur une année financière. Mais une part de ces dépenses est encore ignorée : celles qui est amortissables sur plus d'un an. A moins d'un an, les dépenses vers d'autres entreprises sont évacuées. A plus d'un an, elles ne le sont pas. En conséquence, si la période d'amortissement était de six mois, deux parts semestrielles d'un même produit annuel seraient ensemble plus grandes que le produit annuel traditionnellement calculé. La raison en est que le coût du capital fixe est compté deux fois dans le produit de la comptabilité nationale : une fois dans les dépenses des consommateurs de produits finals, une seconde fois par l'insertion de la « Formation Brute de Capital Fixe ».

Ce n'est pas une simple erreur – qui au demeurant affecte le calcul de la période moyenne θ entre 10 et 15%, mais non significativement les taux de variation – mais une position idéologique. Si les ventes de biens d'équipement amortissables sur plus d'une année étaient évacuées du total des ventes avec les « consommations intermédiaires », c'est le principe de la persistance du libre choix des épargnants à l'échelle globale, c'est-à-dire le *credo* du « capitalisme » qui serait désavouée. Ce serait ni plus ni moins une agression contre un mythe, un dogme, un fétiche. Ayant gravement offensé « la respectabilité générale de l'épargne », Keynes n'a malheureusement pas transformé l'essai, demeurant ainsi prisonnier du dilemme de l'argent de la plus-value. Et pourtant, c'était le dernier obstacle avant la clarification de la tendance du taux de profit.

8. La limite de l'accumulation

Evoluant dans la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit, Marx a été conduit à conclure (1964, p.252) que l'accumulation, donc le capitalisme, était appelée à rencontrer une limite historique (*Schranke*). Mais dans le chapitre précédent, il a longuement développé les multiples raisons pour lesquelles la tendance peut être contrariée, semblant ainsi contredire la thèse de la limite. Certains marxistes ont pris argument de cette hésitation pour excuser l'échec de Gillman et d'autres dans leurs tentatives de vérifier statistiquement la loi (Gillman, 1957). Mais si les facteurs contrariant la loi sont de même niveau que la loi, il n'y a pas de loi : il n'y a pas de limite. D'un autre côté, si la loi prévaut, même la « statistique bourgeoise » doit la confirmer d'une manière ou d'une autre. En fait, l'échec peut être autrement expliqué.

Si globalement le profit accumulé était endogène (constitué de revenus non-salariés), le capital serait en capacité de continuer d'accumuler en un même lieu, sans aucune limite de temps. Telle fut l'interprétation conjointe sociale-démocrate et léniniste. En conséquence, « que faire » à l'égard du capitalisme est question de choix ? Ou bien le socialisme peut être établi dans le cadre d'un capitalisme éternel et métastable, ou bien il doit être imposé par une subversion insurrectionnelle.

Quant à elle, bien qu'elle ne remît pas en question la conception classique et marxienne du profit, Rosa Luxemburg était néanmoins préoccupée par l'échec de Marx en ce qui concerne le circuit de l'argent de la plus-value. Elle ne contestait pas que la plus-value fût contenue dans les marchandises, mais elle conclut que sa réalisation nécessite un acheteur extérieur (1975, p.314). En fait, l'acheteur extérieur n'est que le retour de l'investissement ayant trouvé un débouché dans la mobilisation de nouvelles ressources naturelles et humaines.

L'hypothèse de Luxemburg constituait la première rupture d'avec la conception statique du « capitalisme ». En associant l'accumulation à l'expansion dans les espaces géographique et sociologique, elle a établi une loi organique et non comportementaliste de l'impérialisme, qu'elle définissait comme une méthode du capitalisme pour survivre, mais constituant aussi le meilleur moyen de raccourcir son existence (idem, P.391). Bien entendu, une accumulation liée à l'expansion ne peut manquer de rencontrer une limite historique (quand il n'y a plus de « nouvelle frontière », provisoirement ou définitivement). Maintenant, est-il possible de mettre statistiquement cette limite en évidence ?

Nous avons précédemment établi que le profit du capital investi est globalement l'investissement additionnel lui-même, quand le produit additionnel escompté est réalisé, et qu'alors il est entièrement transformé en capital. Nous avons également remarqué que le capital financier peut être réduit à sa base circulante (l'investissement effectif), comme une fonction directe mais pas nécessairement proportionnelle de celle-ci. On peut ajouter que cette fonction, bien qu'elle reflète l'imagination prolifique des techniciens de la finance, n'est en aucun cas un facteur économique. La véritable accumulation économique en termes monétaires est donc la somme des réinvestissements au rythme des périodes de production (le véritable « capital constant ») et de chaque investissement mobilisant une force de travail additionnelle (« plus-value »).

La productivité moyenne globale dépendant seulement des facteurs humains et naturels, la production globale est en moyenne directement proportionnelle au temps de travail, de sorte que la valeur globalement accumulée est directement proportionnelle à la production. Mais à la production commercialisée et vendue, puisque l'investissement s'accumule au

capital quand le produit escompté est accompli et vendu. Or, entre le moment de l'investissement et celui de son retour, les prix peuvent avoir changé.

Dans l'enveloppe du pouvoir d'achat monétaire garanti par l'investissement aux prix du moment, tout changement dans les prix affecte le pouvoir d'achat effectif en volume des marchandises. Les prix baisseraient-ils, que la valeur accumulée excéderait le montant de l'investissement. Augmenteraient-ils, que l'accumulation serait moindre que l'investissement.

Les ν producteurs globalement mobilisés par l'investissement produisent bien un volume $q = \nu h$, « h » étant le produit moyen par producteur sur la période θ . Mais le produit vendu peut être plus élevé que q , la variation des stocks compensant la différence, ou bien il peut être moindre, la variation des stocks absorbant les méventes.

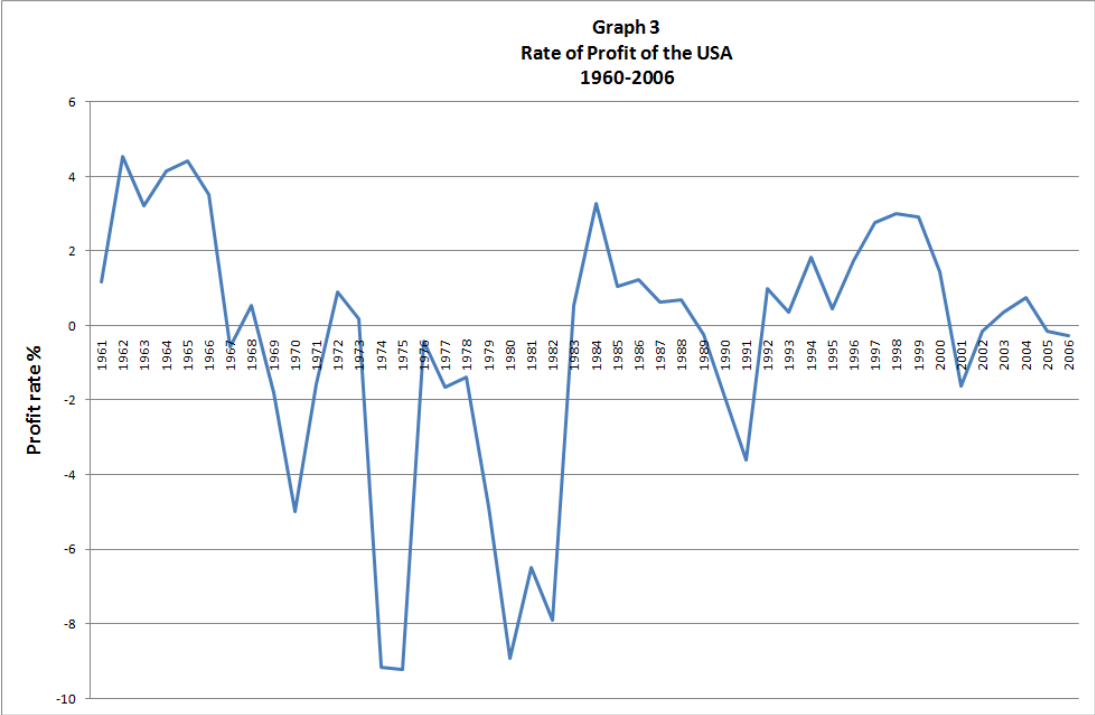
Les modifications de prix étant la cause de ces fluctuations, le produit vendu est $q_m = q \frac{\pi_0}{\pi}$, où π est le niveau général des prix courants et π_0 le niveau des prix au commencement du cycle. Et puisque la valeur accumulée est proportionnelle à q_m , soit $c \cong q \frac{\pi_0}{\pi}$, le taux d'accumulation est alors :

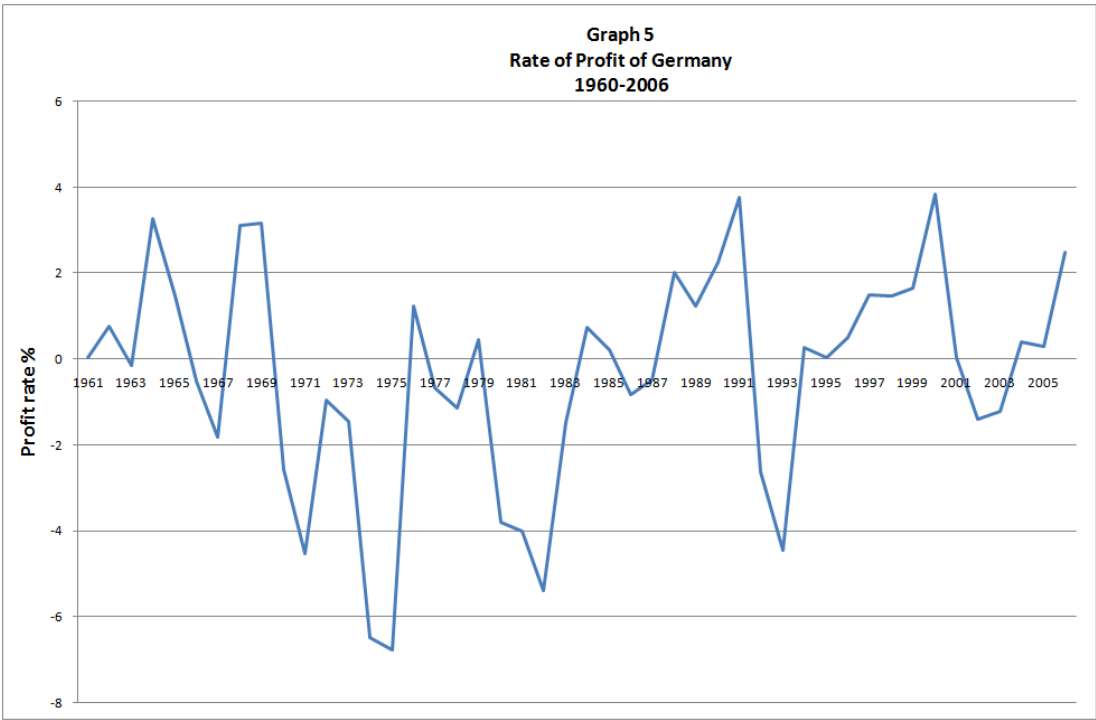
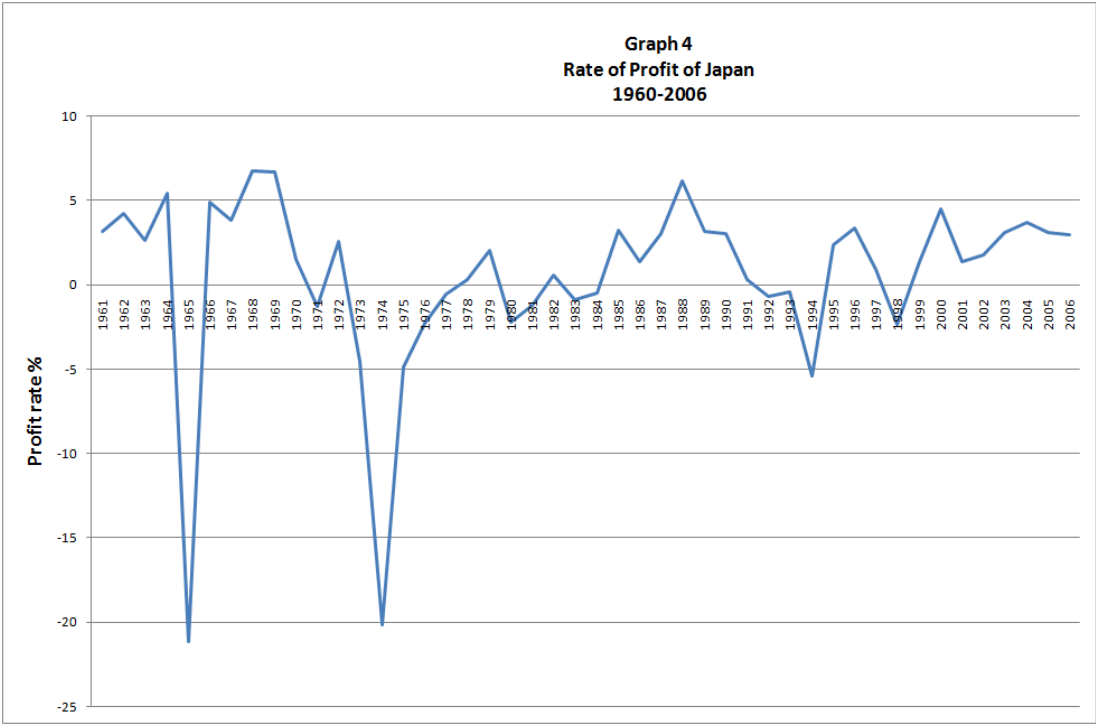
$$\frac{dc}{c} = \frac{dq}{q} - \frac{d\pi}{\pi}$$

Bien entendu, les données disponibles le sont dans l'unité de temps, conventionnellement l'année comptable. Mais puisque θ est une quasi constante, la relation ci-dessus demeure valable aussi bien en flux qu'en périodicité.

Le graphique 2 montre le taux d'accumulation moyen à l'échelle du G7 (pondéré par les PIB courants sur la base des données de l'IFS, 2007), sur quarante-six ans. Effectivement, on

peut observer quelques périodes pendant lesquelles la « loi » est contrariée. Mais un excès d la loi peut également être observé, en particulier pendant les « chocs pétroliers », quand du profit a été transféré hors des pays du G7. Finalement, par rapport aux années soixante, la tendance moyenne ne fait que décroître. C'est encore plus évident pour les USA (graphique 3), ce qui atteste de transferts de capital vers d'autres membres du G7, spécialement le Japon (graphique 4) et l'Allemagne (graphique 5). Mais les accumulations japonaise et allemande sont essentiellement une dette des USA qui est croissante et ne sera jamais remboursée, sauf importante réduction du niveau de vie des Etats-Unis.





Bien entendu, la baisse tendancielle du taux de profit ne signifie pas que la rémunération du capital, globalement déduite à la source de l'investissement, est elle-même en baisse. Les

« capitalistes » sont encore idéologiquement et politiquement en position de compenser et même surcompenser la tendance globale, en réduisant la part salariale de l'investissement par le dumping social planétaire. Pour cette raison, toutes les tentatives de retrouver statistiquement la tendance du taux de profit global par la part non-salariale des revenus étaient promises à l'échec.

9. Conclusion

En associant la période de production de Marx et l'ordre keynésien de détermination entre l'épargne et l'investissement, nous avons été conduits à séparer les profits des individus et l'accumulation globale du capital. En démontrant la redondance du Produit de la Comptabilité Nationale, nous avons contredit le dogme idéologique de la persistance, à l'échelle globale, du libre choix des épargnants entre épargne et consommation. En montrant que la période d'un cycle de production est une quasi constante, nous avons été conduits à préconiser la fin de la course aux gains de productivité qui est un travail de Sisyphe et la cause principale des inégalités croissantes et des dégradations de l'écosystème. En faisant une discrimination entre le capital économiquement investi et les anticipations spéculatives, nous avons tracé une frontière entre l'économie et les fantasmes financiers, de nature à expliquer la crise courante et probablement finale du modèle capitalocentriste. Finalement, nous avons donné un second souffle à la question de la tendance du taux de profit. Cet essai a-t-il réussi à ouvrir « *une avancée vers la science* » ? Les critiques le diront. Puisse-t-il au moins contribuer à raviver un débat nécessaire.

Références

Gillman, J.M. 1957. *The Falling Rate of Profit*, London, Dennis Dobson.

Harman, J. 1810. *Audit by the Select Committee on the High Price of Gold Bullion*, London, House of Commons, available at books.google.com

IFS, 2007. Countries Data, published on line by International Monetary Fund, at www.imfstatistics.org/imf

Juglar, C. 1889. *Des Crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis*, Paris, Guillaumin.

Kalecki, M. 1990. *Capitalism: business cycles and full employment*, Collected Works 01, Oxford, Clarendon Press.

Keynes, J.M. 1937. Alternative theories of the rate of interest, *Economic Journal*, 47, pp. 241-252.

Keynes, J.M. 1974. *General Theory*, London, Macmillan.

Kroës, R. 2007. *La Perversion du Capital*, Paris, Editions du Sextant.

Luxemburg, R. 1975. *Die Akkumulation des Kapitals*. In *Gesammelte Werke*, Band 5, Berlin, Dietz Verlag.

Marshal, A. 1890. *Principles of Economics*, available at McMaster University socserv2.socsci.mcmaster.ca

Marx, K. 1962. *Das Kapital*, erster Band, Berlin, Dietz Verlag.

Marx, K. 1963. *Das Kapital*, zweiter Band, Berlin, Dietz Verlag.

Marx, K. 1964. *Das Kapital*, dritter Band, Berlin, Dietz Verlag.

Ricardo, D. 1810. *The High Price of Bullion, a Proof of the Depreciation of Bank Notes*, London, John Murray, available at phare.univ-paris1.fr

Robinson, J. 1946. *The Economics of imperfect competition*, London, Macmillan.

Robinson, J. 1962. *Economic Philosophy*, Chicago, Aldine Pub. Co.

Shackle, G. L. S. 1983. *Time in Economics*, Westport, Greenwood Press reprint.

Triffin, R. 1964. The Evolution of the International Monetary System: Historical Reappraisal and Future Perspectives, *Princeton Studies in International Finance*, n°12, Princeton International Finance Section.

